

FÉDÉRATIONS SYNDICALES DES CHEMINOTS CGT – UNSA – SUD-Rail – CFDT

Nos Fédérations Syndicales des Cheminots se sont réunies le mardi 30 avril 2013. L'objet de cette rencontre consistait à échanger sur les discussions qui vont s'ouvrir avec le Gouvernement sur la réforme du système ferroviaire. Dans ce cadre, nos Fédérations ont partagé leurs analyses des rapports Bianco et Auxiette, rapports qui sont censés servir de base au Gouvernement pour un projet de loi portant réforme du système ferroviaire.

Nos organisations syndicales constatent que les préconisations contenues dans ces rapports ne sont pas de nature à régler les dysfonctionnements actuels vécus par les usagers, les chargeurs et les cheminots. C'est pourquoi, ils ne doivent pas servir de base à la future loi.

Il en est ainsi :

- ➔ De la proposition de trois EPIC indépendants (GIU/RFF, SNCF Transporteur et PPU) ;
- ➔ De la généralisation de l'ouverture à la concurrence au voyageur en 2019 ;
- ➔ De la poursuite de la fragmentation du système ferroviaire national avec « l'hyper-régionalisation » comme indiqué dans le rapport de Jacques Auxiette ;
- ➔ D'une absence totale de réponse au traitement de la dette et du financement du système ;
- ➔ D'aucune perspective lisible sur la relance du Fret ferroviaire ;
- ➔ De la poursuite des gains de productivité et de la verticalisation de la SNCF qui se traduirait par une détérioration accrue de l'organisation de la production, de la qualité et de la sécurité du transport ferré, ainsi que les conditions sociales et de travail des cheminots.

Nos Fédérations Syndicales de Cheminots CGT – UNSA – SUD-Rail – CFDT réclament au Gouvernement une réunification du système dans le cadre d'une entreprise intégrée SNCF. Nos organisations exigent que l'Etat fasse des propositions concrètes pour assumer la dette dont il est responsable. Seules ces orientations permettront d'améliorer la structuration, l'organisation du système ferroviaire de la SNCF, dans l'intérêt des usagers, des populations et des cheminots.

Enfin, elles exigent que la Direction de la SNCF stoppe sa politique de démantèlement du service public et de casse des conditions sociales des cheminots.

Contrairement aux annonces d'austérité faites au Conseil d'Administration, nos organisations syndicales revendiquent une revalorisation rapide des salaires, une révision à la hausse des effectifs, un moratoire sur les restructurations et réorganisations envisagées dans tous les services de la SNCF et à RFF.

Dans le cas où le Gouvernement et la Direction de la SNCF refuseraient d'entendre ces exigences légitimes, les Fédérations Syndicales des Cheminots CGT – UNSA – SUD-Rail – CFDT appelleront les cheminots à se mobiliser et à agir.

En ce sens, nos Fédérations se réuniront à la mi-mai afin de décider de la construction d'une action tous services et unitaire en juin 2013.